



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 DECEMBRE 1986

ETAIENT PRESENTS :

Daniel CARRIERE
Bruno DE MONSABERT
Daniel DROCOURT
Henri DUMOLIE

Alain FOUREST
Bernard MOREL
Bernard MILLIARD
Jean-Pierre PARET
Jean-Claude SITBON

ETAIENT EXCUSES :

Jean-Victor CORDONNIER
Michel FANTON
Patrick GLO
Jean-Pierre GONON
Paul-Marc HENRY

Michel KESTER
Michel LABONNE
Philippe LANGEVIN
André LESCA
Philippe SANMARCO

ASSISTAIENT :

Daniel BRUN
Annie CARRIOL Secrétariat
Monique LEMEE Secrétariat

Jean-Claude SITBON ouvre la séance en faisant le point des présents et excusés.
Il présente Daniel BRUN, Secrétaire Général d'"Echanges Méditerranée" à compter du 1er janvier 1987, et annonce l'objet de la présente réunion consacrée aux orientations d'"Echanges Méditerranée".

Daniel BRUN se présente :

Ingénieur et économiste, homme de terrain, a travaillé plus de 20 ans en Algérie dans 3 secteurs : hydraulique rurale, infrastructures, gestion de l'eau en zone urbaine (études, maîtrise d'ouvrage, exploitation).

Animateur associatif, depuis l'A.G. de Grenoble avant 1962, jusqu'à la relance associative d'après 1981, au titre de la participation à la définition des politiques de coopération, à travers le Collectif des coopérants techniques et l'A.D.F.E. (Association Démocratique des Français à l'Etranger).

/...

Daniel BRUN propose trois axes pour l'activité d'"Echanges Méditerranée" :

1. "Echanges Méditerranée" doit promouvoir - et gérer - la coopération entre les collectivités locales autour du Bassin Méditerranéen. "Echanges Méditerranée" doit assurer la fonction de Maître d'Oeuvre des prestations de conseil et d'appui aux administrations et services techniques locaux, veillant à la valorisation des potentialités locales et régionales, soucieux de la bonne exécution des prestations de service et des rémunérations.
2. "Echanges Méditerranée" doit élargir son rôle d'information sur les faits économiques, sociaux et culturels marquants de l'histoire des régions et des pays partenaires, en privilégiant ce qui touche aux migrations et aux échanges.
3. "Echanges Méditerranée" doit travailler à long terme, en s'appuyant sur son réseau constitutif pour animer une réflexion sur les dynamiques de développement autour du Bassin Méditerranéen. La "Lettre" peut-elle être le support de cette fonction ? Cela implique une profonde réévaluation de ce produit, et de son mode d'élaboration.

C'est un travail de longue haleine, où - pour chaque domaine - "Echanges Méditerranée" doit pouvoir assurer progressivement - et partiellement - son autonomie financière. Mais rien de "palpable" avant deux ans. "Echanges Méditerranée" doit pouvoir compter d'ici là sur les subventions pour "monter en puissance".

Jean-Claude SITBON fait le point financier

En gros "Echanges Méditerranée" boucle l'année 1986, en termes d'exploitation de manière équilibrée. Pour 1987, la situation s'annonce plus délicate. Il y aura des charges nouvelles, tel un loyer à payer pour les nouveaux locaux (vraisemblablement selon un Bail à usage professionnel).

Nous sommes en train d'approcher le budget 1987. Nous sommes à peu près sûrs de la reconduction de la subvention Ville de Marseille, mais nous allons être obligés de puiser dans nos réserves (à hauteur de 230.000 Frs Frs). 1987 sera une année difficile, et peut-être en juin devons-nous revoir le problème de la structure d'"Echanges Méditerranée".

Alain FOUREST

Sur le plan du financement d'"Echanges Méditerranée" par la Ville de Marseille, je ne voudrais préjuger de rien, mais il est certain qu'"Echanges Méditerranée", percevant une subvention importante et demandant cette année 200.000 Frs de plus, une démarche urgente est à faire pour bien s'assurer du financement. C'est très urgent. Je dirais même une question de jours ... Il faut donc absolument que le Président demande à Pierre RASTOIN, Adjoint Délégué aux Finances d'une part, et M. DUMONT, secrétaire général adjoint d'autre part, de bien vouloir recevoir le nouveau Secrétaire Général d'"Echanges Méditerranée". Cette démarche est prioritaire.

Daniel BRUN précise que ceci ne pourra se faire qu'en janvier puisqu'il ne prend ses fonctions qu'à partir du 1er janvier.

Henri DUMOLIE demande la part de l'auto-financement pour "Echanges Méditerranée" ?

Jean-Claude SITBON indique qu'elle est quasiment nulle. Pour 1986 : 2 à 3% du budget, et essentiellement réalisé grâce au Colloque (pour environ 40.000 Frs).

Daniel BRUN

Il faut tenir compte aussi qu'il est extrêmement difficile de chiffrer la part des frais de personnel à affecter au bilan du Colloque, et que les frais de publication

des Actes sont beaucoup plus élevés que prévu : 50.000 Frs, donc 20.000 de plus. Nous allons nous priver de l'outil informatique que nous aurions besoin à "Echanges Méditerranée", du fait de ce dépassement.

Bernard MOREL

Je réaffirme ici ce que j'ai déjà dit : les interventions sont nulles, à part celle de Daniel CARRIERE et Jean-Victor CORDONNIER ... Au niveau de la lecture, on ne vendra pas un seul exemplaire des Actes ..

De plus, il y a des interventions dangereuses, celle de Samir AMIN, celle de Paul-Marc HENRY ... D'une manière générale, si on imprime ces textes tels qu'ils apparaissent, c'est leur donner une valeur qu'ils n'ont pas.

Alain FOUREST

Ne pourrait-on envisager un tirage par un service de reprographie ?

Jean-Claude SITBON/Daniel BRUN

Il s'agit d'un "bloc" qui fait 340 pages ...

Bernard MOREL

Sortir de tels Actes en 1987, ce n'est vraiment pas le meilleur cadeau à faire à Daniel BRUN pour son arrivée à "Echanges Méditerranée" ...

Daniel BRUN

C'est même un des moyens de gêner nos partenaires sud-méditerranéens, avec lesquels nous voulons travailler ..

Jean-Claude SITBON propose "d'amenuiser" les textes, supprimer les interventions des commissions, envisager sortir une "Lettre" en janvier, qui donnera les titres des interventions et signalera aux gens qui ont payé (150 à 180 personnes) qu'ils pourront avoir les textes sur simple demande.

Bernard MOREL

Nous ne pouvons pas réduire les textes.. Evidemment, l'idéal serait de tout réécrire, en partant de tout ce que nous avons : travail d'une bonne année sans aucun doute. Ce n'est pas de cette façon là que nous pouvons escompter avoir quelque chose à laquelle peut se référer "Echanges Méditerranée" pour l'avenir ..

Daniel BRUN

Pour moi, un code est à trouver qui permette de se positionner par rapport aux collectivités locales, aux grandes agglomérations des pays méditerranéens ; or, un tel code ne pourra intervenir qu'au bout d'un an. Je comptais sur les Actes pour cela. Or, une lecture, certes en diagonale, me fait dire que, non seulement le niveau des textes que nous avons est faible, mais que leur contenu témoigne d'un regard daté, pour une part dépassé.

Il nous faut boucler les Actes. Après seulement nous pourrions investir pour un protocole de la coopération entre les collectivités locales du Bassin méditerranéen. Mais il est certain, qu'en l'état actuel des choses, la continuité n'existe pas entre les deux.

Daniel CARRIERE

Je propose de publier les interventions des Actes en les présentant sous forme de "feuilletons", à travers la "Lettre", au fur et à mesure de ses parutions. Cela permettrait une annonce claire aux gens qui ont payé pour recevoir les Actes, en même temps une relance de la "Lettre" sur de nouvelles bases.

.../...

En ce qui concerne le problème du contenu de la lettre, Daniel CARRIERE rappelle qu'à partir du N° 5 ou 6 de "La Lettre", après un édito qu'il avait signé intitulé "Les otages de nos otages" sur l'affaire des européens arrêtés par le Polisario, un changement est intervenu : le Conseil d'Administration lui a donné des directives précises quant au contenu politique de "La Lettre".

La situation aujourd'hui a évolué, mais le C.A. doit prendre une décision claire sur le contenu politique de cet outil d'information d'"Echanges Méditerranée".

Par rapport à ceux qui ont payé, nous les informerions que les textes du Colloque sont des documents de travail, donc non publiables intégralement. En ce qui concerne les personnes qui ont beaucoup travaillé, qui ont beaucoup investi pour la préparation des Actes, il faut les associer étroitement dans la démarche, arriver à faire, précisément avec eux, la partie "feuilleton" .. pour laquelle ils sont engagés plus qu'ils ne le croient et à partir desquelles ils pourraient avoir des choses très importantes à dire.

Henri DUMOLIE C'est ainsi que les gens qui ont payé auront la possibilité d'avoir les textes, les autres pourront considérer qu'ils contribuent à la transformation de "La Lettre".

Jean-Claude SITBON

Je propose :

- l'envoi du texte intégral pour les financeurs,
- un document comprenant les textes de Daniel CARRIERE et Jean-Victor CORDONNIER, les synthèses des commissions, la liste des participants, la liste des communications (avec nom auteur, thème, nombre de pages ..), en indiquant la possibilité d'obtenir les textes, sur simple demande.

B. MOREL Il est en effet important que les financeurs aient le texte intégral.

Daniel CARRIERE précise qu'il faut associer Marc ECREMENT et Christian BRUSCHI à tout ce qui vient d'être dit.

Monique LEMEE intervient pour dire qu'en l'état actuel des textes rassemblés pour les Actes, les synthèses des Commissions n'existent pas et sont donc à faire.

Bernard MOREL soulève le problème de fonds des rapports d'"Echanges Méditerranée"/ Ville de Marseille, eu égard à la subvention que l'association reçoit de la Ville. Il y a là un problème d'éthique, de morale : quel est le rendement d'"Echanges Méditerranée" vis-à-vis de la Ville de Marseille ? "Echanges Méditerranée" doit absolument justifier les sommes importantes qu'elle reçoit de la Ville de Marseille.

Le Président est Premier-Adjoint au Maire. La subvention de la Ville de Marseille risque d'apparaître comme de l'argent de complaisance.

Jusqu'ici, certes, nous n'avons pas de regret à avoir. Fondamentalement pour nous, tout est clair, nous étions dans une phase d'"engourdissement", une sorte d'"hibernation". Mais maintenant, il faut penser que la population est en droit de demander, à un moment ou à un autre, des comptes et de dire à "Ech. Med" : A quoi vous servez ? Qu'est-ce que vous faites ?

Il faut que nous démontrons très vite que nos actions servent, qu'"Echanges Méditerranée" travaille pour cette Ville. Il faut tout de suite se brancher sur des actions qui le prouvent.

Daniel CARRIERE

Ce point que vient d'aborder Bernard rejoint très précisément le problème des orientations que posait Daniel BRUN tout à l'heure, c'est-à-dire, il faut :

- qu'"Echanges Méditerranée" soit un outil entre les Collectivités Locales, ceci pourrait être la contrepartie d'"Echanges Méditerranée" pour la Ville de Marseille,
- revoir le problème de l'information,
- voir la place, le rôle d'"Echanges Méditerranée" sur le plan associatif, c'est-à-dire de la dynamisation à donner à des réseaux et la part que notre association peut avoir en termes prospectifs et réflexifs, notamment par rapport à l'ensemble du mouvement associatif.

Le Conseil d'Administration doit absolument se prononcer sur les 3 objectifs avancés par Daniel BRUN :

Donc : 1°, sommes-nous d'accord sur ceux-ci ?

- 2° Que faisons-nous pour mobiliser l'ensemble du réseau d'"Echanges Méditerranée" et faire en sorte que Daniel BRUN en devienne le véritable chef d'orchestre ?

Henri DUMOLIE

Par rapport à la Ville de Marseille, il faut savoir qu'il existe une action culturelle méditerranéenne transversale, dont les pôles sont Marseille/Naples/Barcelone qui vient d'être lancée par la Ville. L'initiateur en est Dominique WALLON. Or, jusqu'ici, "Echanges Méditerranée" n'a pas été identifié comme partenaire potentiel dans tout ceci. Il serait souhaitable qu'elle le soit.

Alain FOUREST

Je reviens sur ce que Bernard disait concernant le problème de la justification d'"Echanges Méditerranée" vis-à-vis de la Ville de Marseille. Là se pose le problème de la dépendance de l'association, hier c'était le Conseil Régional, aujourd'hui, c'est la Ville.

Il est vrai que normalement, si "Ech. Méd" apparaissait comme une association parmi toutes les autres, elle ne pourrait prétendre percevoir que 30.000 F. Or elle perçoit plus ... que la Maison de l'Etranger !

Afin de pouvoir justifier la subvention importante qu'elle reçoit, il faut savoir les prestations offertes à la Ville et nos appuis en ce sens. Par exemple, actuellement la Mairie est très axée sur l'information entre les Villes Méditerranéennes et le redéploiement de Marseille comme partenaire des pays en voie de développement. Le Maire est allé récemment à Barcelone. Des contacts ont été pris dans divers pays méditerranéens, dont l'Algérie. Pour ce dernier pays, ils le sont par des membres d'"Echanges Méditerranée". Je pense à Geoffroy et Fauchon ..

Des contreparties sont donc possibles pour "Echanges Méditerranée", pour qu'elle devienne un outil de mise en connexion. Il faut dire, en effet, qu'on assiste en ce moment à une dispersion des gens, des initiatives, des efforts, des énergies .. Ce qui m'inquiète avant tout, c'est précisément que des gens pensent comme "Echanges Méditerranée", mais n'y font pas appel, ne font plus rien passer par elle .. Question : Est-ce qu'"Echanges Méditerranée" peut jouer là un rôle de coordination par exemple ?

Bernard MOREL Il faut absolument organiser une rencontre entre le Maire, Jean-Victor CORDONNIER et quelques Elus d'un côté, "Echanges Méditerranée" de l'autre, et cela dès janvier, ceci pour bien se faire connaître, recommander aux Elus d'informer, de passer ou d'en appeler à "Echanges Méditerranée".

Daniel DROCOURT

Je prends mon propre exemple : l'Atelier du Patrimoine. Son action maintenant est connue, elle se place résolument à un niveau international. Son objectif est : que Marseille soit un centre d'activités régionales de la Méditerranée. Aujourd'hui un réseau est établi. Il fonctionne. Des informations sont échangées. Des demandes précises sont formulées par des Maires de grandes Villes méditerranéennes qui sont prêts à financer des actions, et cela dans toute l'étendue du Bassin Méditerranéen. Toute notre démarche est basée sur la considération du centre des villes comme dimension historique et culturelle du Bassin Méditerranéen.

Or, ce que je fais reste jusqu'à présent en marge de la Ville de Marseille. Je n'ai pas eu l'appui que j'étais en droit d'attendre d'"Echanges Méditerranée" pour cela. Je travaille uniquement dans un contexte international, sans la reconnaissance de la Ville.

S'il y a réorientation d'"Echanges Méditerranée", je souhaiterais qu'une rencontre puisse se faire sur ce point dans un avenir proche avec "Echanges Méditerranée" pour pouvoir débattre là-dessus.

Daniel BRUN Sortir les uns et les autres de leur isolement est primordial.

Bernard MOREL

Un autre aspect très important existe sur cette ville : les jeunes. Depuis un an, je propose qu'"Echanges Méditerranée" prenne des initiatives en ce domaine, notamment en partant du potentiel que constituent les jeunes, en particulier sur les Lycées. Je maintiens que le problème des jeunes me paraît fondamentalement important, mieux : pour moi, c'est une priorité.

Alain FOUREST

"Echanges Méditerranée" a une double facette, un double regard : ouverture sur l'intérieur, c'est-à-dire sur le Bassin Méditerranéen, ouverture sur l'intérieur c'est-à-dire la Ville de Marseille.

Il ne s'agit pas de se substituer aux jeunes, de prendre leur place. Des structures sont en train de naître, les jeunes ont leur propre démarche associative. Mais il est nécessaire qu'"Echanges Méditerranée" se positionne sur ce plan, elle a un rôle très particulier jouer en ce domaine, notamment en ce qui concerne le phénomène de l'insertion de la seconde génération.

Bernard MOREL

Sans qu'il faille déborder sur le système de surveillance qui va se monter dans les 3 mois qui viennent sur le problème du Code de la Nationalité, "Echanges Méditerranée" doit aussi intervenir sur ce point.

Daniel BRUN

Je suis absolument d'accord, mais nous devons avoir des réponses à court terme. C'est là ma préoccupation. Il faut noter une chose : les "médias" sont très mal perçus par les jeunes.

Daniel CARRIERE

Il faut arriver à une prise de position de la Ville de Marseille avec l'objectif de coordonner toutes les initiatives dispersées qui existent sur le plan méditerranéen. Pour cela, il faut monter très vite une rencontre entre :

- des Elus d'un côté : Vigouroux, Jean-Victor CORDONNIER, Philippe SANMARCO, Albert HINI ...

- des techniciens de l'autre : FAUCHON, GEOFFROY, Dominique WALLON ...

Une position claire est également souhaitable en ce qui concerne l'Atelier du Patrimoine. Daniel DROCOURT a incontestablement tissé des réseaux et il n'a pas été suivi .. pour des raisons multiples.

En ce qui concerne les jeunes, deux champs d'action possibles :

- cohabitation des communautés,
- ouverture international, donc relations avec le tiers monde.

A Marseille, les associations foisonnent. "Echanges Méditerranée" doit jouer un rôle, non comme structure de coordination, mais d'impulsion, de lancement d'idées.

Bernard MOREL

Une information : la Coordination étudiante vient de rencontrer Philippe SANMARCO et lui a dit : le Recteur de l'Université nous convoque pour que nous puissions exprimer nos idées .. or, nous n'en avons pas ! Dites-nous des choses là dessus .. Voilà la réalité : ils n'ont pas vraiment d'idées, ils sont, ni de droite, ni de gauche, ils sont complètement paumés ..

Jean-Pierre PARET

Le Maire va à Naples, Barcelone ... très bien, mais au niveau des quartiers, il vient, parle de cohabitation, fait des discours, alors qu'on assiste à une complète segmentarisation des populations exclues, segmentarisation folle d'une Cité à l'autre , chaque communauté a ses spécialistes, les communautés arrivent à s'affronter entre elles, à côté il y a tous les autres ...

Bien des choses se passent, certes il y a la drogue dont on parle, mais il y a bien autre chose et si cela continue, ce n'est pas 37% que le Front National, mais 40%.

Il faut bien réfléchir là dessus. Et "Echanges Méditerranée" a peut être quelque chose à faire.

Alain FOUREST

C'est vrai qu'on a l'impression depuis quelque temps qu'à Marseille, la tension raciale n'existe plus, que c'est maintenant affaire concernant ailleurs, disons sur un plan national ... Quand Pasqua a expulsé les 101 Maliens, paradoxalement la tension a baisse à Marseille dans le sens : ça ne se passe pas à Marseille, ça ne s'est pas fait à partir d'Arenc ...

Tout ceci n'est qu'apparence à mon avis. Nous voyons là un effet de chloroforme. La question se pose : le jour où le voile va se déchirer, comment les communautés vont réagir ? Sommes nous prêts à cette éventualité ? Il y a là matière à réfléchir.

Quand nous voyons certains aspects de la réalité, les problèmes sur les cités, la police ... il y a des signes. Avec une multiplication de petits incidents, de petits faits, de décisions ou de non-décisions ... nous sommes en train de nous préparer des problèmes graves. Lorsqu'on arrivera à des confrontations dures, que fera-t-on ?

Bernard MOREL

Je ne suis pas si pessimiste. Depuis un certain nombre d'années un travail gigantesque a été fait. Le fait que Marseille n'apparait plus comme une zone de tensions est le résultat d'un effort considérable. La ségrégation aujourd'hui est peut-être moins dangereuse qu'une sorte de "melting pot" mal préparé. Des tensions existent, certes, mais avec cette différence que si les jeunes "beurs" descendent dans la rue, ils le feront pour demander l'intégration et non pas l'exclusion.

Nous ne sommes plus dans les années 73, à l'époque de l'assassinat d'un chauffeur de bus marseillais.

On est dans la situation de l'Amérique d'il y a 10 ans, mais pas de l'Afrique du Sud.

Daniel CARRIERE

Pour ma part, je ne suis, ni pessimiste, ni optimiste. Nous sommes dans une situation qui n'est pas beaucoup plus grave qu'auparavant, mais je voudrais souligner un point important : au fur et à mesure que j'avance, j'observe que ceux qui ont en charge de faire baisser la tension, de faciliter la cohabitation, autrement dit le monde politique, les travailleurs sociaux, tout le dispositif socio-éducatif, sont "à côté de leurs pompes". "Echanges Méditerranée" aujourd'hui, non seulement doit s'interroger, mais s'employer à faire en sorte que ceux qui ont des responsabilités socio-éducatives puissent acquérir des comportements dignes. Les phénomènes de l'exclusion me paraissent être le fait de ce que l'on a appelé : les spécialistes de l'action sociale et socio-éducatif. J'observe à ce sujet que le travail sur le terrain de ces 10 dernières années, n'est pas à la hauteur des évolutions politiques.

C'est là qu'"Echanges Méditerranée", avec son double regard externe et interne, peut faire quelque chose sur le plan de la réflexion et de l'impulsion à donner.

A ce propos, il serait dangereux pour notre association, d'établir des relations de collectivité locale à collectivité locale, si nous ne sommes pas capables de voir clair au dedans, car celui-ci peut recéler des situations dangereusement exportables.

Daniel BRUN

Je suis mal placé pour prendre le relai sur cette question ..

Bernard MOREL

Pour moi, moins on parle des difficultés, mieux ça vaut. Il faut parler au positif. L'intégration est un phénomène très lent, or pour moi, c'est le positif.

Daniel BRUN

"Echanges Méditerranée" n'a pas les moyens, au travers de son réseau, d'être un facteur de régulation. Moins on en parle, mieux ça vaut ? Oui, mais à condition de se ménager des ouvertures.

Un sondage récent a montré que 76% des pieds-noirs sont rentrés en Algérie que 58% ont été contents de ce qu'ils y ont vu. Ceci est important. Je connais un ex-pied noir ici, tout en ayant un tas d'amis arabes, il peut tenir des propos dignes du Front National. Il faut ^{donc} empêcher le développement d'un certain discours par la connaissance, l'échange. Il faut favoriser le contact physique, y compris des membres d'"Echanges Méditerranée" sur le terrain. C'est comme cela que nous ferons des ouvertures.

Je voudrais dire maintenant ce que je retire des propos qui ont été tenus jusqu'ici :

- je suis étonné de la richesse des points de vue qui ont été exprimés, ils l'ont toujours été en termes de "devoir faire" pour "Echanges Méditerranée". Les uns et les autres, dans ce que vous faites, vous n'emenez visiblement pas "Echanges Méditerranée" dans vos bagages. Il va falloir que tout cela change, se réinsère dans "Echanges Méditerranée".
- En ce qui concerne la discussion sur les jeunes : elle est forte mais ne nous fournit pas de points d'articulations.

Bernard MILLIARD

Je voudrais apporter une information. La Maison de l'Etranger a 10 ans. "Echanges Méditerranée" est intervenu pour cet organisme dans le passé. Elle l'a fait au niveau des personnes, mais pas de la conception. Maintenant, peut-être faudrait-il le faire. Si cela ne s'est pas produit, c'est sans doute que cet organisme n'a pas d'avenir, de futur. On pourrait se demander alors si la Ville a besoin d'une telle structure ...

Pour l'heure, je lance un véritable cri d'alarme. Deux problèmes se posent :

- la rédaction d'une convention avec la Ville de Marseille,
- le problème des hommes qui sont à la tête de la Maison de l'Etranger : changement à organiser (ne pas laisser faire ..).

Je dois préciser que j'ai eu d'énormes difficultés à entrer en contact avec la Mairie.

Si tout cela n'a pas de significations pour "Echanges Méditerranée", que va-t-on faire ?

Bernard MOREL

C'est vrai qu'"Echanges Méditerranée" pourrait intervenir, d'autant que son Président est Premier Adjoint.

Mais si cela n'est pas fait, il y a une raison : à cause de la politique de la direction actuelle de la Maison de l'Etranger, qui est P.C. Celle-ci conditionne son soutien au Conseil Municipal à sa maintenance à la tête de la Maison de l'Etranger. Ce dossier est de la dynamite. La Ville paye là le prix de ses alliances.

C'est le même cas de figure qui est posé pour Jean-Claude GAUDIN avec le Front National qui s'apprête à ne pas voter le budget 87 du Conseil Régional ..

La chance d'"Echanges Méditerranée", c'est précisément de ne pas se trouver liée de cette manière là ..

Autre exemple : Philippe SANMARCO est tout à fait conscient qu'en prenant des positions en faveur des immigrés, il s'est mis à dos une bonne partie de la communauté juive de Marseille, qui ainsi ne vote plus pour lui.